

**LES ENJEUX INTERNATIONAUX DES ELECTIONS LIBRES , DEMOCRATIQUES  
ET TRANSPARENTES PREELECTORAUX  
LE PROFESSEUR PHILIPPE BIYOYA MAKUTU  
SECRETAIRE EXECUTIF DE L'ACEPAX**

**I. INTRODUCTION**

Le contexte actuel de guerre d'agression dont la RDC est victime influencera certainement le processus électoral prochain en tant que processus général de consolidation de paix post conflit.

La communauté Internationale qui a désormais une tradition en matière d'assistance technique et de surveillance des élections ou de processus semblables en Afrique et dans le monde y jouera certainement un rôle important .

Néanmoins, la préoccupation fondamentale de la présente communication n'est pas de dire comment, par exemple, la Communauté Internationale par l'Organisation des Nations Unies ou par l'Organisation de l'Unité Africaine (Union Africaine) pourra ou devra apporter son assistance à la future Commission Electorale Indépendante congolaise.

Mais bien au contraire, elle voudrait inviter la Communauté Internationale à confier au prochain processus électoral et aux opérations électorales à cet effet une fonction pacificatrice et stabilisatrice du contexte régional des grands Lacs africains.

Aussi notre communication se propose-t-elle de mettre en relation les difficultés actuelles rencontrées dans la mise en application de l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka avec les éventuels problèmes qui ne manquent pas de susciter la perspective de la tenue prochaine des élections libres, démocratiques et transparentes en RDC. Particulièrement le contexte politique régional de guerre ainsi que les tendances générales des évolutions politiques qui suggèrent le développement régional.

**II. CONTEXTE POLITIQUE REGIONAL ET PERSPECTIVES ELECTORALES EN  
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

La Perspective de la tenue prochaine des élections libres, Transparentes et démocratiques en République Démocratique du Congo devrait requérir de la part de tous , un examen serein et minutieux des conditions de leur opérationnalité ainsi que de leurs succès.

Car, il nous apparaît , un jour d'aujourd'hui, que le but ultime des opérations de vote en RDC devrait être celui de parachèvement et de la consolidation de la paix post-conflit. En conséquence , le déterminant politique de ce processus ne devra pas être selon nous interne mais plutôt régional ou externe.

En effet, le contexte régional dans lequel s'inscrit aujourd'hui le processus de paix de Lusaka doit être mis en perspective avec les opérations électorales en vue. L'objectif visé en ce moment, en plus du caractère libre, démocratique et transparente de dites opérations ,avait celui de prouver la maturité politique de la classe politique congolaise, soit sa capacité à faire bon usage désormais du pouvoir politique en général et du processus électoral en vue de la résolution des problèmes de paix et de stabilité régionales.

Pour y parvenir , il importe de relever que l'Accord de Lusaka dont l'Annexe A contient douze chapitres se rapportant aux modalités de mise en application de l'Accord de Cessez-le-feu en RDC ne semble pas être réellement soucie du processus électoral comme condition de paix au Congo et dans la sous-région.

Et une certaine sociologie politique de l'Accord de Cessez-le-feu de Lusaka renseignerait mieux sur cette économie spéciale des opportunités de paix. En effet, l'Analyse politique de l'Annexe A relève que celui-ci consacre six de ses douze chapitres aux questions militaires et de sécurité et un seul chapitre (le 5ème) aux questions politiques d'un processus de paix voulu interne avant tout.

Quelle interprétation ou lecture politique impose ce déséquilibre d'intérêts entre les préoccupations sécuritaires et les modalités de résolution des conflits ou des problèmes politiques devenus fort complexe du fait du contexte régional global.

Faut-il y voir une indication suffisante du caractère aléatoire ou simplement inopportun d'une perspective électorale dans un contexte régional où la consolidation de la paix aurait besoin plus des arrangements politiques, de la militarisation de la région et de la subordination de l'avenir aux équilibres des rapports de force plutôt qu'au jeu de la liberté et de la transparence des expressions politiques ?

Comment dès lors penser réussir la tenue des élections libres, démocratiques et transparentes en RDC lorsque l'une des raisons de l'agression dont elle est victime paraît aux yeux de beaucoup d'impossible perspective d'une alternance démocratique dans les pays voisins ?

La Sociologie politique des interventions militaires en RDC comporterait cette autre particularité d'une guerre du triomphe d'un certain type des régimes politiques en exercice dans la région .

Chacune de nations présentes militairement en RDC serait représentante d'une démocratie spéciale ,démocratie souvent du groupe dirigeant vainqueur de la guerre de libération. Et dans chaque de ces nations, les élections souvent bien plus à la consolidation des acquis de la lutte de libération nationale plutôt qu'à la consolidation de la paix post-conflit.

Ce contexte régional ne se prêterait que difficilement à la bonne tenue dans la transparence d'un processus électoral démocratique en RDC.

Contrairement donc à l'engouement des organismes et ligues congolaise chargés des élections dont le cahier des charges de la Société Civile de la République Démocratique du Congo célèbre les vertus , la perspective électorale solliciterait de la part de tous un peu plus d'imagination ou d'ingéniosité politique.

Selon ce qui précède, les prochaines échéances électorales ne devraient pas concourir avant tout à l'objectif d'un règlement définitif de la question de la légitimité des autorités ainsi que des institutions nationales; car dans la meilleure des hypothèses , la légitimité politique post-conflit dépendra encore des rapports des forces militaires , le succès de négociations politiques du Dialogue Inter Congolais dépendant chaque jour davantage des arrangements entre les belligérants.

Les opérations électorales en RDC participeront moins à la recomposition du champ politique et plus à l'impératif de l'Unité et de l'indépendance nationales.

En lieu et place de la compétition d'ambitions et de programmes politiques des parts ou prétendants devraient s'affronter des génies dans la renormalisation et le rétablissement du bon voisinage dans la région.

L'issue à espérer de ce processus électoral laissé par les signataires de l'Accord de Cessez-le-feu de Lusaka aux bons soins des parties congolaises au Dialogue National qui en déterminerait les modalités devrait être moins d'établir un nouvel équilibre des rapports politiques des partis politiques ou regroupements en présence, mais plus, le triomphe de la coalition des artisans de la paix et de la stabilité régionales.

A ce titre, l'intervention, ou l'implication de la Communauté Internationale dans le processus électoral congolais ne devrait pas être qu'une simple question d'intendance ou de logistique.

### **III. ENJEUX INTERNATIONAUX DU PROCESSUS ELECTORAL EN RDC**

La paix régionale, la sécurité des frontières internationales du Congo ainsi que l'amélioration générale des relations de voisinage, soit la mise en exécution détaillée de l'Accord de Lusaka, tiendront lieu d'agendas internationaux du processus électoral en vue.

Pour un pays qui n'a pas pu organiser régulièrement depuis près de quarante ans des élections libres, démocratiques et transparentes; pour un pays sans tradition électorale, le processus électoral ne pourra être que la mesure plus au moins exacte de limites des résultats des négociations politiques Inter – Congolaises sur le Nouvel Ordre Politique et Institutionnel.

Les nombreuses divergences qui entourent et caractérisent les perceptions des uns et des autres sur le Nouvel Ordre Politique et Institutionnel congolais ne permettent au jour d'aujourd'hui d'envisager avec optimisme la perspective de la tenue des élections.

La suite dépendra encore longtemps des pressions de la Communauté Internationale et du rôle politique, mieux de l'intérêt devant justifier une implication plus responsable de la Communauté dans la mise en exécution rapide de l'Accord de Cessez-le-feu de Lusaka.

A travers donc les opérations électorales et derrière toutes sortes de soutien que requiert la Communauté Internationale serait tenue par un devoir de solidarité dans la reconstruction de la paix, lequel du reste confère au processus électoral congolais ses enjeux internationaux de recomposition Stratégique.

Le processus électoral en RDC devra éviter de répéter l'Histoire des élections en Angola du processus du même nom.